



منظمة الأغذية
والزراعة
للأمم المتحدة

联合国
粮食及
农业组织

Food
and
Agriculture
Organization
of
the
United
Nations

Organisation
des
Nations
Unies
pour
l'alimentation
et
l'agriculture

Продовольственная и
сельскохозяйственная
организация
Объединенных
Наций

Organización
de las
Naciones
Unidas
para la
Agricultura
y la
Alimentación

COMITÉ DES PRODUITS

GROUPE INTERGOUVERNEMENTAL SUR LA VIANDE ET LES PRODUITS LAITIERS

Vingt-deuxième session

Asunción (Paraguay), 6-8 mai 2009

CROISSANCE DE LA PRODUCTION ANIMALE, PROBLÈMES ENVIRONNEMENTAUX ET LEURS INCIDENCES SUR LE COMMERCE AGRICOLE

Table des matières

	Paragrophes
I. INTRODUCTION	1 - 5
II. IMPACTS DE L'ÉLEVAGE SUR L'ENVIRONNEMENT	6 - 10
III. QUE FAUT-IL FAIRE?	11 - 18
IV. DÉFIS POSÉS PAR LA PRISE D'INITIATIVES CONCERTÉES	19 - 23
V. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS	24

Le tirage du présent document est limité pour réduire au maximum l'impact des méthodes de travail de la FAO sur l'environnement et contribuer à la neutralité climatique. Les délégués et observateurs sont priés d'apporter leur exemplaire personnel en séance et de ne pas demander de copies supplémentaires.

La plupart des documents de réunion de la FAO sont disponibles sur l'Internet, à l'adresse www.fao.org

I. INTRODUCTION

1. Le présent document fait suite aux débats qui ont eu lieu pendant la vingtième session du Comité de l'agriculture au sujet des interactions entre l'élevage et l'environnement. Il s'appuie sur le document COAG/2007/04 et aborde des problèmes environnementaux transfrontaliers tels que les émissions de gaz à effet de serre dans le contexte plus large du débat sur l'environnement. Il pose un certain nombre de questions sur lesquelles le Groupe est invité à s'exprimer, en tenant compte d'éléments perçus comme des priorités.

2. Un des Objectifs du Millénaire pour le développement sur lesquels la FAO et ses membres se sont engagés est d'assurer un environnement durable. La conservation, l'amélioration et l'utilisation durable des ressources naturelles, y compris les terres, les eaux, les forêts, les pêches et les ressources génétiques pour l'alimentation et l'agriculture constituent l'un des trois objectifs globaux du Cadre stratégique de la FAO 2000-2015.

3. Sous la pression de la croissance démographique et de l'évolution des revenus, la demande de produits d'origine animale augmentera plus vite que celle de la plupart des autres produits alimentaires. La production mondiale de viande devrait plus que doubler, passant de 229 millions de tonnes en 1999/2001 à 465 millions de tonnes à l'horizon 2050, tandis que la production laitière devrait passer de 580 à 1 043 millions de tonnes. L'essentiel de la croissance de la production de viande et de lait sera concentré dans les pays en développement, avec les deux tiers de la production actuelle de viande provenant de la Chine, de l'Inde et du Brésil, et des perspectives de croissance rapide pour la production indienne, à partir, il est vrai, d'un niveau initial modeste. Parmi les produits carnés, la volaille occupera une position dominante en raison tant de son acceptation générale par diverses cultures que de son bon niveau d'efficacité technique sous supplémentation d'aliments concentrés. On estime en général que l'essentiel de la croissance de la production, comme au cours des trois dernières décennies, proviendra des systèmes intensifs d'élevage.

4. Le rôle du secteur de l'élevage dans l'économie agricole est primordial et croissant. Il apporte des moyens d'existence conséquents à une grande partie des populations pauvres de la planète. Il joue également un rôle déterminant dans la santé et le régime alimentaire de la population. Même après que la demande globale de produits de l'élevage aura doublé, à l'horizon 2050, la consommation par habitant des pays en développement ne dépassera pas la moitié de celle des pays développés. Mais d'ores et déjà de nombreux écosystèmes subissent les retombées négatives de l'élevage, lesquelles viennent s'ajouter aux problèmes environnementaux à l'échelle mondiale. Les gaz à effet de serre engendrés par la production animale et ses déchets, ainsi que par l'extension des pâturages au détriment des forêts et la dégradation des parcours, sont un facteur important du changement climatique. La biodiversité est affectée par la présence de bétail dans la grande majorité des écosystèmes du globe. C'est enfin, dans les pays développés et les économies connaissant un développement rapide, une source importante et fréquente de pollution de l'eau.

5. La forme que prendra, dans le futur, l'interaction entre l'élevage et l'environnement dépendra de la solution que nous pourrons apporter pour équilibrer deux demandes en concurrence: la demande de produits d'origine animale d'une part, et la demande de services environnementaux de l'autre. Ces deux demandes sont alimentées par les mêmes facteurs: croissance démographique, croissance des revenus, urbanisation. La base de ressources naturelles disponibles pour les satisfaire reste limitée. En conséquence, l'expansion constante du secteur de l'élevage doit aller de pair avec une réduction de son impact négatif sur l'environnement.

II. IMPACTS DE L'ÉLEVAGE SUR L'ENVIRONNEMENT

6. Le secteur de l'élevage joue un rôle important dans les questions environnementales transfrontalières telles que la dégradation des terres, le changement climatique et la pollution atmosphérique, la pénurie et la pollution de l'eau, ainsi que la perte de biodiversité. Les impacts sur l'environnement présentent d'immenses différences en fonction des différentes formes de production animale et des différentes espèces en cause. L'interaction entre élevage et environnement est souvent diffuse et indirecte, avec des effets négatifs sur l'environnement présents aux deux extrémités du spectre de l'intensivité des exploitations.

Émissions de gaz et changement climatique

7. Des estimations récentes des émissions globales de gaz à effet de serre, venues de diverses sources (Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat, GIEC; Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, CCNUCC; et la « Stern Review »), montrent que les changements intervenus dans l'utilisation des terres suite à la déforestation sont à l'origine de 18,3 pour cent du total des émissions de gaz à effet de serre, alors que l'agriculture est à l'origine de 13,5 pour cent (dont 6 pour cent pour les sols agricoles et 5,1 pour cent pour le bétail et le fumier), et le secteur des transports, 13,5 pour cent (dont 10 pour cent viennent du transport routier).

8. Si l'on prend en considération les différentes sortes d'émissions au long de la filière élevage, les estimations de gaz à effet de serre pour le secteur de l'élevage sont significatives. Les émissions de gaz à effet de serre ont lieu au niveau de la production fourragère (par exemple production des engrais chimiques, déforestation pour les herbages et les cultures fourragères, cultures fourragères proprement dites, transport des produits fourragers, et déplétion de la matière organique du sol servant aux cultures herbagères et fourragères), de la production animale (par exemple fermentation entérique et émissions de méthane et d'oxyde nitreux à partir du fumier) et comme conséquence du transport des produits de l'élevage. En appliquant cette méthodologie, l'élevage est à l'origine d'environ 9 pour cent du total des émissions anthropiques de dioxyde de carbone, mais de 37 pour cent de celles de méthane, et de 65 pour cent de celles d'oxyde nitreux. La méthodologie des filières utilisée par le présent rapport n'est pas utilisée par le GIEC et, en conséquence, l'attribution des origines des émissions de gaz peut différer.

Eau

9. Le secteur de l'élevage joue un rôle clé dans l'accroissement de l'utilisation de l'eau et sa déplétion. Sa part dans l'utilisation globale de l'eau est d'environ 8 pour cent. La majeure partie de cette eau, soit 7 pour cent de l'utilisation globale de l'eau, sert à irriguer des cultures fourragères. L'eau réservée à l'abreuvement, à la transformation des produits de l'élevage et aux divers services représente moins d'un pour cent de l'utilisation globale de l'eau, mais son importance est fréquemment considérable dans les zones arides: ainsi l'abreuvement du bétail représente 23 pour cent de l'utilisation totale de l'eau au Botswana.

Biodiversité

10. Les effets de l'élevage sur la biodiversité sont nombreux, tant directs qu'indirects. Des interactions ont lieu entre les animaux d'élevage et la faune sauvage sur les zones pâturées, parfois positives, mais le plus souvent négatives. Le bétail contribue au maintien de certains écosystèmes de zones herbeuses ouvertes, mais la faune sauvage est exposée à de nouvelles menaces d'épizooties. La contribution considérable de l'élevage au changement climatique aura bien sûr des répercussions sur la biodiversité, tandis qu'il continuera à provoquer et faciliter, comme il l'a toujours fait, les invasions par des espèces exogènes – en particulier par l'introduction de semences exogènes de plantes fourragères et de pathologies animales exogènes.

III. QUE FAUT-IL FAIRE?

Encourager l'efficacité au moyen de prix de marché adéquats

11. Le niveau actuel des prix de la terre, de l'eau et des ressources fourragères mises en œuvre pour la production animale ne reflète pas, dans de nombreux cas, leur rareté réelle. Il en résulte une utilisation excessive de ces ressources par le secteur de l'élevage, et des inefficacités considérables qui affectent le processus de production. Toute politique formulée à l'avenir pour protéger l'environnement devra, en conséquence, introduire une formation de prix de marché adéquate pour les principaux intrants du secteur, par exemple en introduisant une facturation à plein coût de l'eau et des droits de pâture.

Apporter des mesures correctives aux externalités environnementales

12. Même si l'élimination des distorsions de prix à l'entrée et à la sortie du système est de nature à améliorer l'efficacité technique de l'utilisation des ressources naturelles, il arrivera fréquemment que cela ne soit pas suffisant. Il reste à prendre en compte explicitement les externalités environnementales, tant négatives que positives, dans le cadre stratégique, et ce par l'application du principe « le prestataire de services encaisse, le pollueur paie ».

Accélérer l'évolution technologique

13. Un certain nombre de solutions techniques sont susceptibles de diminuer l'impact des systèmes intensifs de production animale. En ce qui concerne les cultures fourragères et la gestion intensive des pâturages, le recours aux bonnes pratiques agricoles peut réduire les contaminations par les engrais et pesticides. L'intégration de systèmes de production et de technologies écologiques peut conduire à la restauration d'importants biotopes du sol et en réduire la dégradation. Les améliorations apportées aux systèmes extensifs d'élevage peuvent également contribuer à la préservation de la biodiversité, par exemple en adoptant des systèmes de sylvopastoralisme et de planification des pâturages qui accroissent effectivement la biodiversité, le volume de fourrage produit, la couverture du sol et la matière organique du sol, réduisant ainsi les pertes en eau et les conséquences des sécheresses, tout en contribuant au piégeage des gaz à effet de serre. La combinaison de ce type d'améliorations au niveau local avec la restauration ou la préservation d'une infrastructure écologique à l'échelle d'un paysage peut constituer une bonne façon de concilier la conservation des écosystèmes et le développement de la production agricole. Il existe des solutions techniques permettant d'accroître la production tout en atteignant divers objectifs environnementaux.

Réduire les impacts environnementaux et sociaux négatifs de la production intensive

14. On estime à 80 pour cent la proportion de croissance du secteur de l'élevage qui provient des systèmes de production industriels. Les problèmes environnementaux causés par les systèmes de production industriels sont essentiellement la conséquence de leur emplacement et de leur concentration géographiques. Dans les cas les plus extrêmes, leur taille peut poser problème: il peut arriver qu'une unité de production soit tellement importante (plusieurs centaines de milliers de porcs, par exemple) que l'évacuation des déjections sera toujours source de difficultés, quel que soit l'emplacement de l'élevage en question. Tous les systèmes de production animale, qu'ils soient industriels ou extensifs, doivent s'efforcer de minimiser les émissions polluantes au moyen de mesures de traitement des déchets pleinement adaptées aux conditions locales. Il faut pour cela coordonner étroitement et intégrer cette dimension avec d'autres activités de développement telles que la bioénergie, le transport, la mise en valeur des zones urbaines et périurbaines, la foresterie et autres. L'absorption des coûts supplémentaires qui en découlent doit être répartie entre divers secteurs économiques.

15. Parallèlement, il est également nécessaire de réduire les impacts environnementaux liés à la production de céréales fourragères et d'autres aliments concentrés. La production en est le plus souvent de type intensif, et les principes et instruments qui ont été élaborés pour la maîtrise des

problèmes environnementaux dans le contexte de l'agriculture intensive doivent être largement appliqués.

Réorienter le pâturage extensif pour la fourniture de services environnementaux

16. Le coût d'opportunité de l'utilisation des terres marginales par le bétail est en train de changer. La justification de l'occupation de vastes territoires par le bétail était l'absence d'autres options viables pour l'utilisation de ces terres, mais l'utilisation comme pâturage se heurte désormais à la concurrence d'autres utilisations (par exemple conservation de la biodiversité, piégeage du carbone, biocarburants) dans certaines régions. Il est probable que les premiers services de ce type à prendre de l'importance à l'avenir seront ceux liés à l'eau, les premiers à trouver une application pratique étant des systèmes d'approvisionnement local. Les services centrés sur la biodiversité (par exemple conservation d'espèces ou de paysages) sont plus compliqués à gérer, en raison des importantes difficultés méthodologiques posées par l'estimation de la valeur de cette biodiversité, mais d'ores et déjà ils n'ont pas de mal à trouver des opérateurs quand le revenu lié au tourisme permet de les financer. Les services de piégeage du carbone, nécessitant des modifications de la conduite des pâtures ou leur cessation, posent également problème. Cependant, étant donné le potentiel mondial de piégeage de carbone et de réduction des émissions de gaz à effets de serre présenté par les vastes étendues consacrées aux pâturages, il est nécessaire d'élaborer et de mettre en œuvre des mécanismes permettant de mettre à profit cette solution potentiellement économique aux problèmes du changement climatique.

17. La suggestion de passer des pratiques actuelles de pâture, qu'on peut qualifier de « minières », à la fourniture de services centrés sur l'environnement soulève deux questions d'importance primordiale: comment redistribuer les bénéfices dégagés par les services environnementaux, et comment traiter les populations pauvres dont la subsistance dépend actuellement de l'élevage extensif? Il s'agit là de populations nombreuses. L'élevage est une source de subsistance de première importance dans des pays pauvres comme la Mauritanie (où il assure 15 pour cent du PIB), la République centrafricaine (21 pour cent) ou la Mongolie (25 pour cent).

18. Il ne sera pas aisé de rémunérer, par une simple fixation de prix du produit, la totalité des services environnementaux rendus par une forme durable d'élevage. Il faut créer d'autres possibilités d'emploi et mettre en place des filets de sécurité sociale pour permettre la constitution des capacités en savoir-faire et en main-d'œuvre indispensables à la conservation de zones productives importantes mais marginales, et qui néanmoins nécessitent une intégration et une collaboration effectives avec d'autres activités de développement rural, particulièrement dans des pays où les terres sont utilisées de façon non durable du fait de la pauvreté des populations et du manque de ressources publiques et de gouvernance. Une assistance extérieure plus généralisée devra être assurée aux pays où les biens communs tels que la biodiversité, le climat et la sécurité alimentaire sont en cause, mais où le potentiel économique d'autres secteurs reste limité.

IV. DÉFIS POSÉS PAR LA PRISE D'INITIATIVES CONCERTÉES

19. Les divers objectifs nationaux, tels que la disponibilité de produits alimentaires, la réduction de la pauvreté, la sécurité alimentaire et la durabilité environnementale, peuvent bénéficier d'un degré de priorité différent en fonction de facteurs tels que le niveau de développement, le revenu par habitant et les priorités stratégiques du pays. De plus, les objectifs des politiques sectorielles et les instruments mis en œuvre pour atteindre les objectifs à caractère environnemental doivent être ajustés en fonction des systèmes de production agricole et des populations concernées.

20. La complexité des interactions entre élevage et environnement et la multiplicité de leurs manifestations rendent difficile toute action concertée. Les choix d'investissement et de production sont dictés par des facteurs éminemment divers, et dont un grand nombre sont extérieurs au secteur de l'élevage proprement dit. Cela s'applique également à de nombreuses

autres problématiques liées au développement et à l'environnement, ce qui explique notamment pourquoi la formulation de stratégies en matière environnementale est à la traîne des autres secteurs. En ce sens, le secteur de l'élevage reste sous l'influence de son jeu propre d'objectifs stratégiques, et les décideurs ont du mal à aborder simultanément les objectifs de nature économique, sociale, sanitaire et environnementale. Fréquemment, il leur manque également les outils, l'accès à l'information et les plates-formes d'information qui permettraient la mise en place et le fonctionnement de processus de décision aussi complexes.

21. Le fait que tant de gens dépendent, pour leur subsistance et leur santé, de l'élevage limite les options ouvertes aux décideurs en matière de stratégie à long terme, et les contraint à des arbitrages difficiles et politiquement délicats. Il leur faut prendre en compte des objectifs multiples: assurer une offre abordable de produits alimentaires de haute valeur, la sécurité sanitaire de ces mêmes produits, un niveau de vie adéquat et une durabilité environnementale, dans le cadre d'un secteur économique dont les filières de production et de transformation s'industrialisent toujours plus, tout en restant une importante source de subsistance pour un grand nombre de petits producteurs marginaux dans de nombreux pays. Dans ces conditions, le défi le plus ardu est peut-être la mise en place des institutions et des capacités d'action multisectorielles nécessaires, tant à l'échelle nationale qu'internationale, pour traiter des problèmes environnementaux complexes avec la pleine conscience de leur urgence, sans perdre de vue les priorités sociales et les questions d'intérêt public.

22. La réduction des impacts environnementaux de l'élevage suppose un coût net, qui devra être pris en charge par le secteur et les consommateurs. S'attaquer au défi de l'environnement suppose donc la prise en compte des problèmes de compétitivité des petits producteurs, de la baisse du pouvoir d'achat des consommateurs défavorisés et de la réduction de la compétitivité de l'économie nationale, surtout dans les pays où les hausses de coûts de production ne sont pas compensées au moyen de transferts en faveur des producteurs. En dépit de tous ces obstacles, l'impact de l'élevage sur l'environnement, au niveau tant local que mondial, est tel qu'il faut impérativement y remédier. Le défi auquel sont confrontés les décideurs est le suivant: ils doivent exercer un arbitrage entre les intérêts des consommateurs et ceux des producteurs et agir de façon équitable.

23. C'est beaucoup demander que d'attendre du secteur de l'élevage qu'il réponde aux attentes sur tous les fronts. Le cadre stratégique du secteur, comme pour d'autres secteurs, se caractérise par un grand nombre de compromis dont l'équilibrage doit se faire aux niveaux national et international. Par exemple, une expansion commerciale à grande échelle du secteur, tirant pleinement parti des économies d'échelle et permettant l'amélioration des normes sanitaires, créera des obstacles à la survie des petits producteurs. Nombreux sont ceux qui, faute des moyens financiers et techniques nécessaires pour affronter la concurrence, devront cesser leur activité. De même, les distorsions et les externalités peuvent être corrigées, mais les coûts résultant de prix d'intrants plus élevés et de réglementations environnementales seront à la charge des consommateurs, sous forme de prix plus élevés pour la viande, le lait et les œufs. Arriver à des compromis et à des arbitrages équilibrés entre les différentes parties prenantes est un autre défi qui se pose aux décideurs.

V. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

24. Le Groupe souhaitera peut-être concentrer le débat sur ces questions et explorer les possibilités d'action s'ouvrant au Secrétariat. Il pourrait, en particulier:

- inviter les États Membres à lui faire part de leurs vues, leurs expériences et leurs priorités sur des problématiques environnementales plus générales, et de la place que ces questions occupent dans leurs programmes de développement;
- décider, compte tenu des caractéristiques nationales spécifiques des systèmes de production de l'élevage et des différences d'impact sur l'environnement en fonction des différentes espèces en cause, si le Secrétariat doit contribuer à l'évaluation du potentiel

des différentes pratiques agricoles en matière d'atténuation des impacts sur l'environnement mondial;

- déterminer si, compte tenu des problèmes environnementaux transfrontaliers évoqués plus haut, il convient qu'un organe international tel que le Groupe intergouvernemental sur la viande et les produits laitiers s'emploie à définir des priorités pour certaines de ces questions;
- décider si le Secrétariat doit apporter sa contribution à un débat équilibré sur ces questions complexes entre les différentes parties prenantes (notamment les ONG et le secteur privé), en fournissant par exemple des informations, des analyses ou des plates-formes de discussion.